

## INTRODUCTION

**Martine DROULERS\***

Une nouvelle série de données statistiques concernant le Brésil, les microdados, issue du recensement de 1991 mais jusqu'à présent inaccessible, est aujourd'hui disponible. Elle porte sur les conditions de vie matérielle (construction et équipement des domiciles, approvisionnement en eau, assainissement, etc.) ainsi que sur des indicateurs sociaux (couleur de peau, personnes handicapées, etc.). Elle permet de renouveler et d'affiner l'analyse des clivages sociaux et de leur répartition spatiale dans le Brésil du début des années 1990.

Nous avons déjà abordé ces thèmes lors d'une première série d'études, menées à partir des premiers résultats disponibles du recensement de 1991, dans le numéro 20 des *Cahiers des Amériques latines* intitulé "Observations des dynamiques territoriales du Brésil", paru en 1996. Nous avons ensuite, à partir de sources diversifiées (données électorales) ou en analysant des espaces plus particuliers (l'Amazonie), poursuivi cette réflexion dans le numéro 24 de la même revue, intitulé "Dynamiques territoriales du Brésil (II)", paru en 1997.

Le présent numéro des *Cahiers du Brésil Contemporain*, fruit de la collaboration entre géographes spécialistes du Brésil, s'inscrit donc dans la continuité de ces travaux. À la lumière des données nouvellement accessibles, il cherche à donner des réponses plus éclairantes sur les aspects complexes et contradictoires des dynamiques territoriales brésiliennes et des clivages sociaux qui affectent ce pays.

Ces données, explorées de manière approfondie, permettent de mesurer les inégalités, de préciser les moyennes, les écarts et les tendances afin de résoudre une —apparente— contradiction entre des indicateurs qui signalent globalement un mieux-être de la population (par exemple l'IDH) et d'autres qui montrent que les extrêmes ne cessent de s'écarter (revenus, accès à la terre, protection sociale, etc.). C'est ce que nous nous efforcerons de faire dans ce numéro qui accorde, délibérément, une place centrale à la représentation cartographique, car nous sommes convaincus que la carte est un des moyens les plus efficaces de donner à voir les inégalités spatiales qui, au Brésil, redoublent les inégalités sociales.

### Hétérogénéité spatiale

Ce qui distingue la présente publication des précédents travaux évoqués est l'unité géographique retenue pour le traitement des données. Dans les numéros 20 et 24 des *Cahiers des Amériques latines*, nous avons pris le plus souvent comme référence le "município", unité spatiale la plus fine, dont la représentation, même à l'échelon national, était rendue possible par l'utilisation des programmes de cartographie assistée par ordinateur. C'est dans le cadre de ce maillage<sup>1</sup> que nous avons cherché à évaluer les changements qui affectaient l'occupation de l'espace brésilien dans les années 80 : inégale diffusion des nouveaux comportements démographiques, fécondité en baisse, population rurale en régression, transition urbaine fort avancée, "diagonales de la pauvreté"<sup>2</sup> et intégration régionale de plus en plus liée à la mondialisation dans les Cerrados et l'Amazonie<sup>3</sup>.

Cependant, l'utilisation du maillage "municipal" pour un pays-continent tel que le Brésil, rencontre le problème de la très forte hétérogénéité des structures sociales et de l'occupation du territoire, qui constitue une constante dans ce pays : peuplement dense du littoral, immenses agglomérations (12 villes millionnaires dont deux dépassent les 10 millions d'habitants) et grands espaces de l'intérieur à très faible densité de population (une grande partie de l'Amazonie a moins d'un habitant au km<sup>2</sup>).

On peut prendre plus aisément la mesure du caractère contrasté et inégal des formes de l'occupation des territoires et des structures sociales en considérant, par exemple, les variations de taille et de population des 5 000 *municípios*, l'unité spatiale de base, dont la superficie varie de 8 à 165 500 km<sup>2</sup>, c'est-à-dire une variation de 1 à 20 000 et de 750 à 9 400 000 habitants autrement dit une variation de 1 à 12 000<sup>4</sup>. L'ampleur des intervalles se retrouve aussi dans les données socio-économiques tels

---

\* CNRS-CREDAL, Paris.

<sup>1</sup> Cf. la présentation d'Hervé Théry sur "la formation du maillage brésilien", *Cahiers des Amériques latines*, 1997, n° 24, p. 19-24.

<sup>2</sup> B. Bret ; E. De Biaggi ; M. Droulers "Dynamiques du peuplement", *Cahiers des Amériques latines*, 1996, n° 20, p. 43-60.

<sup>3</sup> H. Théry "les frontières agricoles en marche", *Cahiers des Amériques latines*, 1996, n° 20, p. 99-111.

<sup>4</sup> Actuellement, car en 1991 on dénombrait 4 500 *municípios*. Les nouveaux découpages posent d'ailleurs des problèmes difficiles lors des

que les revenus : 1% des riches disposent de 40% de la richesse nationale et 20% des pauvres d'à peine 2%, quelques milliers de propriétaires possèdent des dizaines de milliers d'ha et des millions de familles demeurent sans terre.

Pour atténuer les problèmes de représentation cartographique posés par l'utilisation d'unités spatiales si dissemblables, nous avons choisi d'employer ici, le plus généralement, le maillage de la micro-région.

### **L'unité géographique retenue : la micro-région géographique**

Dans la présente publication, la base spatiale de l'analyse est la micro-région géographique. Il s'agit de 558 agrégats de "municípios" qui permettent de réduire la dissimilarité. Leur taille ne varie "que" de 1 à 1 200, (de 260 à 330 000 km<sup>2</sup>), et leur population de 1 à 900 (de 12 730 à plus de 11,6 millions d'habitants) avec une médiane de surface qui s'établit à 5 450 km<sup>2</sup> et une médiane de population qui s'établit à 141 000 habitants.

La micro-région est donc une échelle commode pour travailler sur des zones un peu plus homogènes à l'échelon national, tandis que le niveau municipal reste plus volontiers réservé pour des analyses par État ou grandes régions car les maillages municipaux s'y présentent de façon plus homogène<sup>1</sup>.

Les cartes constituent un support pour des analyses de type statistique ou géopolitique, utiles en matière d'orientation et de planification. La cartographie est, en effet, un puissant outil d'analyse au service à la fois des chercheurs<sup>2</sup> qui expérimentent de nouvelles représentations, qui modélisent même, et des aménageurs qui cherchent à mieux évaluer les territoires<sup>3</sup>. Il faut toutefois se souvenir que les représentations du territoire ne sont jamais neutres, qu'elles induisent telle ou telle vision de l'espace, amplifient ou gommant les différenciations régionales et locales. Pour éviter le risque de la "manipulation" graphique, volontaire ou involontaire, les cartes ont toujours besoin d'être abondamment explicitées<sup>4</sup>.

C'est pourquoi nous essaierons d'expliquer le mieux possible nos principes de classification, la pertinence des seuils choisis, la construction des corrélations et des analyses factorielles. Les croisements de variables permettront de relier les indicateurs d'inégalités, de pauvreté, d'exclusion, car nous sommes à la recherche des liens fonctionnels et géographiques entre ces différentes variables, autrement dit de corrélations entre les indicateurs et leur inscription dans l'espace... Comment peut-on lier alphabétisation et migration ? Alphabétisation et niveau d'activité ? Migration et urbanisation ? Couleur de peau et niveau de revenu ? Équipement des ménages, niveau de revenu et activité ? Handicaps et pauvreté ?

Nous analyserons les permanences et les mobilités des hommes dans les territoires afin de préciser les changements sociaux et leur territorialisation, ainsi que de repérer les évolutions des formations sociales inscrites dans un espace. La pérennité des structures territoriales façonnées par le *caboclo*, le *sertanejo*, le *gaucho* est-elle remise en question sous les poussées de l'urbanisation massive, qui entraîne l'homogénéisation des pratiques et habitudes socio-spatiales, ou bien perçoit-on encore de solides structures régionales façonnées par de fortes identités locales ?

### **Société et modèle de développement**

Il s'agit pour nous, grâce à l'outil cartographique, d'avancer dans l'interprétation du modèle de développement brésilien. Sur le modèle dominant d'oppositions binaires<sup>5</sup> : centre/périphérie, littoral/intérieur, moderne/archaïque, riche/pauvre, se greffent de nouvelles tendances : effet-frontières, zones d'attraction ou de polarisation, axes d'intégration et de croissance, qui conduisent à

---

comparaisons intercensitaires. Pour les *municípios* la moyenne des superficies s'établit à 1 880 km<sup>2</sup> et la médiane à 459 km<sup>2</sup> et la moyenne de la population à 32 700 pour une médiane de 12 400 habitants.

<sup>1</sup> La taille moyenne des *municípios* de l'Amazonie est 13 000 km<sup>2</sup>, du Centre-ouest de 4300 km<sup>2</sup>, du Nordeste de 1000 km<sup>2</sup>, du Sud de 650 km<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> L. Cambrézy et R. de Maximy, *La cartographie en débat. Représenter ou convaincre*, Karthala-Orstom, 1995.

<sup>3</sup> Comme le rappelle souvent Roger Brunet dernièrement, *Champs et contrechamps, raisons de géographes*, Belin, 1997, 319p.

<sup>4</sup> Cf la mise en garde de Mark Monmonier *Comment faire mentir les cartes, du mauvais usage de la géographie* (University Chicago Press, 1991), éd. française Flammarion, 1993, 233p.

<sup>5</sup> Voir l'analyse chorématique d'Hervé Théry "Brésil, un atlas chorématique", Fayard/Reclus, 1986.

préciser les dynamiques socio-spatiales à l'œuvre dans cette société particulièrement mobile et contrastée de "pays émergent", faisant partie du groupe des "pays à bas salaires et à capacité technologique" (PBSCT) selon Pierre-Noël Giraud<sup>1</sup>.

La population brésilienne est de plus en plus massivement concentrée dans les villes et désormais majoritairement dans des villes de plus de 100 000 habitants. Le mode de vie urbain implique des changements profonds, perceptibles au niveau de la démographie, des logements, des consommations. La mutation du Brésil des années 1990 est principalement due au gonflement des classes urbaines moyennes et populaires. Cette nouvelle distribution sociale et spatiale constitue un point d'intérêt majeur.

Si l'on suit la démonstration d'Alain Lipietz, la distribution des revenus dans les pays de l'Europe Occidentale prend la forme d'une mongolfière ventrue (peu de riches, peu de pauvres, beaucoup de classe moyenne), qui s'élève régulièrement et avec ensemble ; tandis qu'au Brésil la mongolfière s'écrase sur la base : beaucoup de pauvres, assez peu de classe moyenne, très peu de riches : 70% de la population se partage 15% des richesses<sup>2</sup>. De plus, avec la crise, partout la mongolfière a tendance à se dégonfler au centre et à devenir un sablier avec d'un côté les exclus et les précaires et de l'autre les stables, ceux qui disposent d'emplois protégés...

Les données que nous traitons ici reflètent le portrait d'une période marquée, pour le Brésil, par des crises économiques (l'hyperinflation et la dette extérieure), des crises politiques (la mort prématurée du président Tancredo Neves, la Constituante, puis le procès en *impeachment* du président F. Collor), enfin des crises sociales avec la radicalisation des mouvements sociaux, l'augmentation des *favelas* et de la violence urbaine, le développement des différentes mafias liées au trafic des drogues et d'armes : ces années 1980 restent connues comme celles de la "décennie perdue".

Au début des années 90, le Brésil entre dans un processus de construction d'un nouveau modèle de développement fondé sur l'intégration dans la mondialisation et l'ouverture des marchés, évolution qui ne va pas sans accroître les dynamiques contradictoires à l'intérieur de l'espace national. Pour conforter ses positions dans le nouvel ordre mondial, il cherche à rendre son économie plus internationalement compétitive. Ces tendances s'affirment plus nettement à partir du milieu des années 1990, alors même que les mutations économiques et sociales imposent une redéfinition de l'État qui cesse d'être un État entrepreneur pour devenir un "État d'actions stratégiques" (les 42 Actions du président Fernando Henrique Cardoso) c'est-à-dire un État qui se désengage des tâches d'exécution pour se concentrer sur les procédures d'incitation. Les nouvelles politiques qui se mettent en place accordent une priorité aux processus de privatisations (y compris des infrastructures) et de décentralisation (principalement des politiques sociales).

D'où l'enjeu fort important que constituent ces mises en cartes des données concernant les conditions de vie des ménages, les caractéristiques de leur mode de vie, de leur santé, de leurs activités, à la veille d'une importante évolution de l'économie brésilienne. Les cartes présentées ci-après donnent des indications sur l'évolution des modes de consommation des ménages brésiliens, dans une société où la consommation connaît elle-même une grande mutation<sup>3</sup>. La question qui reste posée est celle de savoir si les inégalités sociales, qui atteignent déjà un niveau abyssal, vont changer de nature, s'amplifier ou se stabiliser. Cette période de transformations du début des années 90 révèle ses premiers effets dans les données analysées ici. Elles constituent un point de référence indispensable pour l'analyse des résultats du prochain recensement prévu en l'an 2000.

---

<sup>1</sup> In : "L'inégalité du monde".

<sup>2</sup> Alain Lipietz "La société en sablier, le partage du travail contre la déchirure sociale", La Découverte, 1996, 230p.

<sup>3</sup> Cf. "Le consommateur entrepreneur, les nouveaux modes de vie" Robert Rochefort, éd. O. Jacob, 1997, 302p. qui démontre que les consommateurs se prennent davantage en charge en substituant une sphère de responsabilité qui relevait jusque là de l'État.